

Une leçon du Covid-19 : l'extrême vulnérabilité de nos sociétés

Crise sanitaire. Chômage de masse. Pénuries de médicaments. Risque de rupture des chaînes d'approvisionnement... Le coronavirus est-il le signe d'un effondrement de notre civilisation ? Il nous appelle à renforcer les solidarités, le local, l'autolimitation et l'autonomie. La pandémie est prémisses de possibles effondrements, et révèle l'extrême vulnérabilité de nos sociétés, leur degré d'interconnexion, de dépendances, et d'instabilité. Elle montre aussi très bien la stupidité, la criminalité et la contre-productivité des politiques néolibérales qui vont à l'encontre du bien commun, en ayant démantelé – entre autres – les services de santé. Est-ce un effondrement ? L'avenir nous le dira. Nous vivons une « crise cardiaque » générale. Plus on attend, plus il sera difficile de repartir comme avant.

Cette crise n'est pas sanitaire ; elle a des causes et des conséquences externes à la santé, économiques, écologiques, politiques, financières : elle est systémique. Le choc est rapide et brutal, car original, mais surtout parce que la plupart d'entre nous n'ont pas voulu y croire, malgré les avertissements des scientifiques. Pourtant cette crise pourrait bien déboucher sur un effondrement généralisé par des enchaînements et des boucles de rétroactions, dont les conséquences sont imprévisibles. Ainsi, si la finance s'effondre, met à mal les Etats, provoque des politiques identitaires, cela pourrait déclencher des guerres, des maladies et des famines, qui, elles, interagissent en boucle. Ce risque n'est pas inexorable.

Quand on voit les millions de chômeurs, l'état des finances, la dépendance énergétique, les tensions sociales accumulées, la perte de confiance envers les gouvernements, la compétition entre pays, on voit que la pandémie a considérablement augmenté les risques de collapse. On se rapproche progressivement de la définition d'Yves Cochet sur l'effondrement : « absence d'accès aux besoins de base (alimentation, eau, logement, santé, etc.) par des services encadrés par la Loi ». Dans cette « crise cardiaque », le corps social est encore vivant, mais si de mauvaises décisions sont prises, on risque la désintégration rapide des services « encadrés par la loi ».

Désormais, de grands chocs systémiques sont possibles. Les catastrophes sont la réalité de la génération présente : nous en vivrons de plus en plus tout au long du siècle. Non seulement elles seront plus fortes et plus puissantes, mais elles viendront de toutes parts (climat, économie, finance, pollutions, maladies...). Elles pourront provoquer des déstabilisations majeures de nos sociétés et de la biosphère, des effondrements.

Face à cette crise, le gouvernement français a réagi de manière tardive, autoritaire, maladroite. On peut le comprendre : c'est la première pandémie que l'on vit depuis des décennies qui ne soit pas une grippe. Mais les autorités n'inspirent plus confiance, et elles en sont responsables. Alors, pour être entendues, elles ont dû jouer l'autoritarisme, ce qui va renforcer à terme la perte de confiance : mauvaise trajectoire qui peut déboucher sur une crise socio-politique majeure.

La rhétorique retenue aura été militaire, en faisant appel à la police et à l'armée. Ce n'est pas un état de guerre, mais un état de siège. Comme une citadelle assiégée, tout est à l'arrêt, et pour tenir le plus longtemps possible, confinés, il nous faut prendre soin les uns des autres, réduire nos besoins, partager. L'ennemi n'est pas extérieur mais intérieur, pour mieux revoir notre rapport au monde. La vie confinée ne nous prépare pas à la vie effondrée, mais certains vivent déjà cet effondrement : les soignants, les précaires, les malades, les endeuillés.

Le confinement est une expérience du renoncement : on renonce aux transports, aux voyages, etc. Est-ce désagréable ou agréable ? Quand la levée du confinement viendra, on aura goûté à l'essentiel. Les questions de vie ou de mort nous inviteront à la sagesse : les sensations d'autolimitation, d'humilité, devront nous inspirer.

Il y a déjà beaucoup de propositions pour « le monde d'après ». La pandémie a créé une brèche dans l'imaginaire des politiques. Tout semble possible, ce qui est à la fois angoissant et excitant. Il faut d'abord assurer une continuité des moyens d'existence des populations, en retrouvant une puissance des services publics du « care » au sens large (alimentation, santé, social, équité, écologie...), ce qui peut se faire par des politiques publiques massives et coordonnées, de type création de la sécurité sociale, New Deal, plan Marshall, etc.

Mais une politique publique forte ne garantit pas un changement profond et structurel. C'est donc le moment de tourner la page de l'idéologie de la compétitivité et de l'égoïsme institutionnalisé et d'aller vers plus de solidarité et d'entraide. Retrouver de l'autonomie à toutes les échelles (individuelle, locale, nationale). Des principes inverses au monde actuel, globalisé, industriel et capitaliste ; tout ce qui amène à revenir à la vie, à contrer une société mortifère. Les changements seront sociaux et individuels, c'est-à-dire que l'enjeu est politique et spirituel. S'il manque l'une des deux faces, ce sera l'échec. Et le plus important : ce processus est commun, délibératif, démocratique, participatif.

Une succession de chocs restructurera nos sociétés de manière organique : concevoir ces transformations et surtout les subir. La grande question est de savoir si l'Humanité s'adaptera. Quand on soumet un organisme à des chocs répétés, il se renforce à terme, sauf si les chocs sont trop rapides et trop forts ; dans ce cas, il meurt.